

S'investir vraiment dans la reconstruction syndicale interprofessionnelle

Le syndicalisme souffre d'importantes divisions en France. Celui qui se réfère à la transformation sociale est également scindé. Les difficultés structurelles et d'orientation qui traversent la CGT se traduisent par des tassements ou reculs électoraux, sans remettre en cause nécessairement sa représentativité. La FSU connaît les mêmes tensions, confrontée aux mêmes choix d'orientation. L'union syndicale Solidaires ne connaît plus l'essor qui était le sien au sortir de la CFDT.

L'enjeu du patronat, mais aussi de tous les gouvernements épousant les logiques d'économies de marchés, est de parvenir à faire que la CGT ne soit plus la première organisation syndicale dans notre pays. La construction d'un bloc dit réformiste, alors qu'il n'est que d'accompagnement, a pour principale dessein de mettre un terme à l'audience cégétiste dominante chez les salariés. Depuis la fin de la « guerre froide » et l'effondrement du système soviétique, faire disparaître la CGT ou en réduire l'audience fait partie des calculs des écuries politiques libérales et socio libérales.

La FSU affirme être pour la réunification syndicale, par étapes, avec toutes les composantes qui y sont prêtes ou y sont favorables. Ce discours s'est traduit par des initiatives limitées au plan sectoriel, mais symboliquement fortes. Il est repris de congrès en congrès. Mais il est régulièrement nuancé par des constats qui veulent se référer à des principes de réalité. Ainsi, à chaque mandat, la capacité de reconstruction d'une forme d'unité organique, est toujours renvoyée plus loin. Pourtant réunifier le syndicalisme d'émancipation sociale, en rupture avec les théories du profit capitaliste et l'actionariat hégémonique, devrait être une priorité. Ce n'est pas un mythe mais une ambition à porter.

Ce discours sur la reconstruction syndicale a traversé l'ex FEN, alors que les enseignants refusaient de choisir l'éclatement entre la CGT et la CGT-FO. Dans les faits, via l'ex FEN et aujourd'hui la FSU, une majorité de salariés des services publics de l'éducation vit depuis des décennies dans l'autonomie syndicale. Ils sont de fait isolés des autres salariés, alors qu'ils en partagent pourtant les mêmes aspirations. Les convergences existent entre la CGT, Solidaires et la FSU.

Dès sa création, la FSU est devenue la première force syndicale dans l'éducation nationale et certains ministères puis, un temps, la première organisation de la fonction publique d'Etat. Ce succès explique en partie, le fait que la FSU n'a pas fait de la reconstruction syndicale sa priorité. Les syndicats nationaux qui la constituent étaient et sont toujours confrontés à la légitime nécessité de construire ou conforter leur audience dans la proximité avec les personnels. Sans remettre en cause cette nécessité, nous affirmons cependant qu'il faut concrètement saisir les directions syndicales de la CGT et de Solidaires pour entamer – sans attendre - un processus de reconstruction n'étant ni une fusion, ni une absorption mais la construction conjointe de nouvelles structures syndicales communes. Cette tâche est d'autant plus appropriée quand la représentativité est avérée. Elle ne place pas les interlocuteurs en situation de dépendance entre eux.

Le renforcement du syndicalisme de transformation sociale est à ce prix. Il appelle des bouleversements dans la CGT et dans la FSU, il oblige l'union syndicale Solidaires à des remises en cause de ses choix actuels. Ce renforcement appelle à des dépassements et une ambition allant au-delà des frontières d'appareils et des histoires politiques et syndicales douloureuses qu'il faut d'autant moins ignorer qu'il ne faut pas les reproduire. Il faut faire bouger les lignes, ouvrir des perspectives, modifier des pratiques ancrées.

En Loire-Atlantique, la FSU entend non seulement avoir une adresse conjointe envers la CGT et Solidaires mais elle entend leur proposer une invitation permanente d'observation dans l'instance délibérative (CDFD) de la FSU départementale et leur proposer la réciprocité. La FSU va renforcer ses liens sur les chantiers des Prud'hommes. Avec ses syndicats nationaux, en prenant appui sur leurs audiences, elle va ouvrir dès à présent une réflexion et des propositions partagées pour constituer par secteurs des chantiers de reconstruction conjoints préparant les futures élections de 2018 dans les fonctions publiques. L'attentisme sert les logiques centrifuges. Il ne dessine aucune perspective apte à créer un élan. Le contexte économique, politique et social, au plan national et international, nous commande d'investir le syndicalisme confédéré. La lutte pour les services publics et les statuts de la fonction publique, est indissociable du sort des salariés de droit commun. L'avenir de la FSU passe par sa réunion à d'autres, dans sa transformation pour servir d'autres dynamiques et rénover l'outil syndical majoritaire dans notre pays. Travailler des thématiques communes, organiser des moments de formation conjoints est utile, mais insuffisant. Un signal doit être donné par les directions syndicales elles-mêmes pour nourrir une dynamique de changement.